

Édito

Les incendies catastrophiques de l'été suffiront-ils à réveiller une opinion anesthésiée par des décennies de discours irresponsables, niant la réalité et la gravité du changement climatique, ridiculisant la parole des scientifiques, reportant toujours à plus tard les changements nécessaires? Cette question est sans doute la plus grave et la plus complexe à laquelle l'humanité est aujourd'hui confrontée. Elle appelle des décisions courageuses. Maintenant.

Mais pendant que le climat se réchauffe à un rythme effréné, que les forêts brûlent, que les rendements agricoles s'effondrent, et que la fonte des glaciers s'accélère, que font les parlementaires? ils débattent interminablement de projets de loi de « simplification » qui ne simplifient rien, de textes « d'urgence » qui ne répondent pas à l'urgence et de textes sécuritaires qui n'améliorent en rien la sécurité des personnes et des biens.

La situation est grave. Les tensions internationales sont plus fortes que jamais et l'idéal européen vacille. Année après année, dans notre pour-

tant si riche, les services publics se dégradent et les inégalités creusent entre nous des fossés intolérables. La dette publique s'aggrave mais c'est aux couches moyennes et aux catégories populaires que le gouvernement - qui refuse de mettre à contribution les plus grosses fortunes - entend demander des efforts. Se chauffer ou faire le plein de carburant? Partir en vacances ou régler les factures en souffrance? Pour des millions de personnes, la vie quotidienne est difficile et même angoissante. Je vous le dis comme je le pense : ça suffit!

Se comprendre est devenu difficile? Dans la rue, dans les médias, sur les réseaux sociaux, les insultes remplacent trop souvent les arguments? C'est vrai. Faut-il pour autant désespérer? Bien sûr que non.

Dos au mur, il nous faut retrouver le goût d'avancer ensemble, l'énergie de défendre ce à quoi nous tenons et de changer ce qui doit l'être. Le monde de demain sera très différent de celui que nous connaissons. À nous d'inventer la vie qui va avec le monde qui vient et de construire un futur viable dans un monde de paix. Chiche?

DV

Le chiffre qui interpelle

39,1 °C

C'est la température relevée à Besançon le samedi 27 juin 2026. Au cours de la nuit qui a suivi, la température n'est pas redescendue en dessous de 24,8 °C. Une température élevée en journée n'est supportable que si elle baisse la nuit en dessous de 20 °C. Au-delà, on dort mal et les organismes souffrent. La loi n'impose pas d'adapter des horaires de travail! Cette adaptation est devenue nécessaire, tout comme celle des logements, des bâtiments et des transports publics.

DOMINIQUE VOYNET

DÉPUTÉE
DU DOUBS

Toujours engagée, avec vous



Écologiste
et Social
ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMENT CHOISIR ? Impossible d'être exhaustive en quatre pages sur l'activité d'une année ! Il faut arbitrer. Faire des choix est justement au cœur de la fonction de députée. Voter pour ou contre une résolution ou un projet de loi ? S'investir sur un sujet ou sur un autre, quand tout semble prioritaire ? Filer à l'Assemblée pour un vote important ou assister à une manifestation en circo où l'absence de la députée sera critiquée ? Assister à une réunion de commission ou à une séance en hémicycle qui se tient au même moment ?

VOUS AVEZ DIT PPL ?

Tout parlementaire qui souhaite faire évoluer une loi inadaptée peut déposer – seul ou avec d'autres – une PPL, une proposition de loi en jargon de l'Assemblée. C'est un outil fréquemment utilisé, pour tirer la sonnette d'alarme. Des centaines de textes sont ainsi « en attente ». Ils ne seront sans doute jamais soumis au vote, sauf s'ils sont portés par un nombre suffisant de députés, issus de groupes politiques différents. Ces textes « *transpartisans* » ont alors une chance raisonnable d'être étudiés, puis adoptés en commission puis en séance publique... Plusieurs textes de mon groupe politique sont ainsi devenus des lois comme l'interdiction des « *polluants éternels* » ou la gratuité des fauteuils roulants des personnes handicapées. Aurons-nous le même succès avec nos textes sur l'adaptation des forêts au changement climatique, l'encadrement des loyers commerciaux (pour sauver les petits commerces) ou la fin des concessions autoroutières au secteur privé ? Rendez-vous en octobre !

J'ai voté pour...

- ✓ La protection systématique des zones de captage d'eau potable
- ✓ La garantie d'accès aux soins palliatifs et la reconnaissance du droit à l'aide à mourir
- ✓ L'abrogation du code noir, qui fixait les droits des maîtres et les obligations des esclaves dans les colonies françaises.
- ✓ La nationalisation d'ArcelorMittal pour protéger notre souveraineté et nos emplois
- ✓ La réduction des risques sanitaires liés à l'exposition au cadmium
- ✓ L'indemnisation décente des victimes des essais nucléaires français en Polynésie
- ✓ L'inscription de la notion de « *consentement sexuel* » dans la loi et la fin du « *devoir conjugal* »
- ✓ Un impôt plancher de 2 % sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros (taxe Zucman)

J'ai voté contre...

- ✗ L'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur, qui instaure une concurrence déloyale pour nos agriculteurs
- ✗ Le projet de loi de finances pour 2026, qui ne met pas à contribution les très grosses fortunes et réduit les crédits de l'adaptation climatique
- ✗ La reconnaissance d'une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre, que certains qualifient de « *permis de tuer* »
- ✗ La remise en cause de l'objectif zéro artificialisation nette des sols et la suppression des zones à faibles émissions
- ✗ La loi dite « *d'urgence agricole* » qui détricote la protection de l'eau, réintroduit un néonicotinoïde dangereux pour la santé et la biodiversité (loi Duplomb)

Retrouvez mes interventions sur le site de l'Assemblée nationale :

<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/deputes/PA2940>



SEPTEMBRE 2025

- Mission sur le projet de nouvel accélérateur de particules du CERN pour l'OPECST
- Participation à l'AG des communes forestières du Doubs à Nods



NOVEMBRE 2025

- Projet de loi de finances pour 2026.
- Suivi de la loi de programmation militaire, avec visite de la BA 116 de Luxeuil

JANVIER 2026

- Visite de l'abattoir de Besançon avec la Chambre d'Agriculture
- Question orale sur les conséquences de l'orpaillage illégal en Guyane

DÉCEMBRE 2025

- Réunion de l'assemblée parlementaire franco-allemande à Berlin
- Audition sur les dons d'organes

FÉVRIER 2026

- Intervention en commission des Affaires économiques sur l'énergie (PPE 3)

MARS 2026

- Question au gouvernement sur la situation préoccupante de la papeterie de Novillars
- Visite de l'unité de soins palliatifs du CHU de Besançon

AVRIL 2026

- Audition de notre ambassadeur en Iran, sur la répression des mouvements civiques
- Réunion plénière du Haut Conseil pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire

MAI 2026

- Adoption de la loi d'indemnisation des victimes des essais nucléaires
- Question au gouvernement sur le mauvais état écologique de nos rivières

JUILLET 2026

- Question au gouvernement sur l'impact de l'IA sur le métier de journaliste
- Contribution à l'enquête publique sur le site de stockage de déchets nucléaires CIGEO à Bure

MISE AU POINT

« Le Parlement vote la loi. Il contrôle l'action du Gouvernement. Il évalue les politiques publiques » dit l'article 24 de la Constitution de notre pays. C'est à ce titre que députés et sénateurs ont accès aux lieux de privation de liberté, où ils doivent « *vérifier les conditions de détention, au regard de l'exigence de respect de la dignité de la personne* », comme le précise le ministère de la Justice. Alors, non, ce n'est pas par « *complaisance envers les voyous* » comme je l'ai lu sur les réseaux sociaux que je visite la maison d'arrêt, c'est pour constater (et dénoncer) la vétusté des locaux et le dépassement constant des effectifs prévus, qui génèrent tensions et violences.

DU LOCAL AU GLOBAL ! Je n'aime pas parler sans savoir exactement de quoi je parle. Et je n'aime pas voter sans mesurer l'impact local des décisions prises au niveau national. Le dialogue – avec les maires, les chefs d'entreprise, les agriculteurs, les agents et les usagers des services publics, les artistes et les commerçants, des sportifs et les chercheurs – est donc essentiel. Inaugurations à Rignosot ou à Gonsans, cérémonies à Thise, Devecey ou Besançon, visites d'entreprises petites et grandes, de fermes et d'ateliers, de chantiers de travaux, de Deluz à Fontain, de Nancray à Ornans, de Montfaucon à Devecey... Pas de mondanités ! On est là pour échanger, de façon sérieuse et conviviale. Merci à toutes et tous.

Quelques-uns des dossiers que j'ai portés cette année

- L'interdiction du transit des poids lourds sur la RN 83, pour réduire les embouteillages sur la RN 57 et améliorer la qualité de vie des habitants de Beure.
- L'expérimentation d'une sécurité sociale de l'alimentation, en lien avec la Région, les associations de consommateurs et les agriculteurs.
- La défense des journalistes du groupe EBRA, où 400 emplois sont menacés par l'IA.
- La construction hors Besançon d'une nouvelle maison d'arrêt, pour refaire de la Butte un vrai quartier vivant.
- La création d'une halte ferroviaire – en attendant une nouvelle gare – pour desservir les Hauts de Chazal, le CHU et le Sud de la ville.
- Le rétablissement du fonds chaleur de l'ADEME, qui finance la transition énergétique des communes et des particuliers.
- La défense de l'activité de la papeterie de Novillars et de ses 70 emplois, indispensable au recyclage des papiers et cartons de toute l'agglomération.
- La création d'un commissariat à Planoise.
- Le maintien de classes menacées à Ornans, Fontain et Besançon en lien avec les parents d'élèves et les maires.



BESANÇON



OFB VERCEY



RIGNOSOT



MARCHAUX



BONNAY



BEURE



RASSEMBLEMENT POUR L'EAU • MORTEAU

JUILLET 2025

- Question au gouvernement (QAG) sur les conséquences de la loi Duplomb sur la santé et l'environnement



OCTOBRE 2025

- Travail avec les associations caritatives sur l'alimentation durable et la sécurité sociale de l'alimentation



UNE RENTRÉE CHARGÉE

La session parlementaire reprendra dès septembre avec une proposition de loi, visant à lutter contre les violences sexuelles qui frappent les femmes et les enfants, dans et en dehors de la famille. Elle est très attendue mais elle ne changera rien si les moyens ne suivent pas, pour protéger les enfants comme pour recueillir et traiter les plaintes. C'est l'un des enjeux de la loi de finances, dont l'examen commence en octobre. Je serai bien occupée avec deux belles missions, l'une pour la commission des affaires étrangères sur l'impact environnemental de l'IA, l'autre pour l'OPECST sur le rayonnement scientifique de la France à l'international.



Photo © Raphaël Helle

AVEC ANTHONY POULIN

Le mot de mon suppléant

Ce que je retiens, ce sont les rencontres de proximité, plus de 200 cette année. Chacune révèle une facette de notre pays et de ses habitant·e·s. Certains ont d'abord envie de nous montrer ce qu'ils font. D'autres alertent sur un projet en souffrance, une démarche qui n'aboutit pas, une décision administrative discutable. Ils demandent notre aide : à Vaire pour ramener la fibre, à Fontain, Ornans ou Besançon pour préserver une classe, à Novillars pour sauver la papeterie et ses emplois... Toutes ces rencontres enrichissent le travail parlementaire : avec les paysans sur l'avenir de l'agriculture, avec les maires sur le statut de l'élu local, avec les salariés et les entrepreneurs sur la financiarisation de l'économie, avec les associations et les citoyens engagés pour défendre l'eau, la forêt et le vivant. Partout, le sentiment d'abandon s'ajoute à un quotidien trop lourd. Ce n'est pas une fatalité, mais le résultat de choix politiques. Et l'espoir demeure dans chaque fête de village, chaque action de solidarité, chaque mobilisation... Rassembler ces énergies qui refusent les logiques de profit, de court terme et d'individualisme, voilà notre défi d'avenir.

AP

La grande écoute POUR CONSTRUIRE AVEC VOUS !

Face à l'instabilité politique ambiante, et alors que l'exigence des citoyens envers leurs élus ne faiblit pas, je tiens régulièrement, des réunions publiques dans les villages - comme récemment à Laissey, Cussey-sur-l'Ognon, Saint-Hilaire ou Naisey-les-Granges - pour recueillir vos avis et critiques (et répondre à vos questions). Coût de la vie, économie, santé, sécurité, questions internationales... Il n'y a pas de sujet tabou. De nouvelles rencontres sont programmées à partir de septembre 2026.



PROCHAINES RÉUNIONS PUBLIQUES

ORNANS

Vendredi 25 septembre

19h • Salle
des Isles Basses
(place Gustave Courbet)

BESANCON

Vendredi 2 octobre

19h • Salle
des 4 vents
(34 chemin de Vieille)

CHANTRANS

Lundi 5 octobre

19h • Salle
du conseil municipal
(Mairie - 3bis grande rue)

BOUCLANS

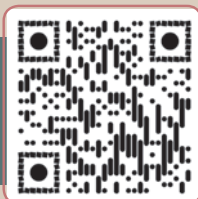
Vendredi 9 octobre

19h • Salle
du citoyen (Mairie -
1 place Édouard Leclerc)

S'INFORMER

Recevez ma lettre électronique :

<https://dominiquevoynet.fr/newsletter>



AGIR

Rejoignez la boucle WhatsApp :



Pour prendre contact :

>>> **COURRIEL** dominique.voynet@assemblee-nationale.fr

>>> **FACEBOOK** DominiqueVoynet25

>>> **INSTAGRAM** dominique_voynet

>>> **PERMANENCE** (sur rendez-vous) 19 rue Krug, 25000 Besançon

>>> **WEB** dominiquevoynet.fr